

TERRITOIRES RURAUX ET DÉVELOPPEMENT LOCAL EN LITUANIE : UNE RECONSTITUTION DES IDENTITÉS LOCALES PAR UN « RECYCLAGE » DU PATRIMOINE RURAL

Marc DEDEIRE, Jurgita MAČIULYTĖ¹

Résumé

Dans un contexte historique d'uniformisation identitaire du fait de la soviétisation, la Lituanie a connu une modification de son identité territoriale nationale et locale. Après 1990, avec le retour de l'indépendance nationale, la société rurale réinvestit dans l'identité locale. En quoi le patrimoine légitime la construction d'une identité territoriale dans le cas de la Lituanie ? Cette problématique est à mettre en relation avec les types de projets que les communautés rurales vont développer dans le cadre de la mise en œuvre de la politique « LEADER ». La prise de conscience par les acteurs locaux de la valeur patrimoniale à partir du terrain de la Lituanie va se réaliser à partir notamment du district de Joniškis (Lituanie). Un certain nombre de valorisations patrimoniales illustrent parfaitement le réinvestissement par les populations locales de leur identité. Il est aussi question dans cette contribution d'une approche patrimoniale autour du recyclage de ressource comme l'histoire et la culture et le lien au processus identitaire.

Mots-clés

ressource, patrimoine, identité, développement local, Lituanie

Abstract

In a historical context of uniformity of identity due to Sovietization, Lithuania experienced change in its national and local territorial identity. After 1990, following the return of national independence, rural society reinvested in local identity. This paper discusses how the heritage legitimized the construction of a territorial identity in the case of Lithuania. This issue has to be related to the types of projects that the rural communities developed as part of the implementation of the «LEADER» policy. Awareness by local actors of the heritage value arising from the land of Lithuania is examined for the district of Joniškis. Many patrimonial valuations illustrate clearly the reinvestment by local populations in their identity. This contribution includes a heritage approach to resource recycling, such as history and culture and the link to the identity process.

Keywords

resource, heritage, identity, local development, Lithuania

I. INTRODUCTION

Depuis les années 2000, la Lituanie est engagée dans une refonte de sa société locale, société locale longtemps assujettie aux relations de pouvoirs et de dominations imposées par le système soviétique. La refonte introduite à partir du vide institutionnel apparue à la chute du régime aura de multiples caractéristiques, aussi bien sociales, économiques, foncières, que politiques. Parmi ces nombreuses ruptures, celles concernant le patrimoine sont les plus originales pour plusieurs raisons. Il convient de positionner d'abord la place de la société locale dans sa relation au patrimoine après cette rupture qui réinterroge la place de l'identité territoriale au niveau local comme national. Il est nécessaire

ensuite de mener une réflexion sur le statut du patrimoine, à la fois dans les relations sociales mais aussi en termes de développement local. Enfin, il convient d'examiner l'appropriation du patrimoine par des populations locales lituaniennes comme étant l'expression du construit identitaire que cette société est en train de produire et de vivre.

Pour comprendre également la problématique du développement local en Lituanie, il faut prendre en compte le poids des héritages sociaux, économiques et spatiaux dans le fonctionnement des territoires. Après l'occupation soviétique, un nouvel ordre socioéconomique a été instauré. Le régime soviétique qui a instauré le modèle collectiviste a eu pour objectif de supprimer l'identité nationale

et ses déclinaisons jusqu'à l'échelle locale. Dans ce contexte d'uniformisation identitaire du modèle soviétique, la société locale paysanne n'appartient plus ni à son village, ni à son pays mais à l'union soviétique. Les diverses mesures ont été appliquées par le pouvoir soviétique : la destruction du patrimoine culturel datant de l'entre-deux-guerres, l'interdiction des anciennes fêtes nationales, le contrôle de la pratique religieuse, etc. Après le retour à l'indépendance nationale en 1990, comment se reconstruisent les liens sociaux et culturels à l'échelle locale ? Quelles ressources patrimoniales objectives les acteurs locaux mobilisent pour engager le retour de l'identité locale ?

Nous partirons de la question des héritages et des identités locales et des logiques de patrimonialisation sur le plan conceptuel mais aussi au regard de la Lituanie pendant l'époque soviétique (II). Ensuite, nous verrons la place des communautés rurales dans les formes de réappropriation patrimoniales et territoriales (III). Nous analyserons enfin l'impact du réinvestissement et du recyclage par les sociétés locales du patrimoine des communautés rurales sur le développement local (métamorphose passive et active des ressources patrimoniales) à partir d'une analyse de terrain (district de Joniškis) (IV).

II. EN QUOI L'HÉRITAGE HISTORIQUE ACTIONNE LES PROCESSUS IDENTITAIRES ?

L'héritage est toujours spatialisé, et son statut rend compte d'une forte implication des acteurs, il renvoie aussi à la dimension d'actifs matériels, ou immatériels susceptible d'être transférés et partagés de façon identique ou transformés entre générations (inter et intra-générationnel) (Debardieux G., 1995 ; Jöhler R., 2002). Dans le cas qui nous intéresse, l'une des particularités réside dans le fait que le patrimoine fait héritage dans l'interaction avec le pouvoir et la démocratie locale. Il est donc important de comprendre ce que l'on entend par patrimonialisation dans le cas des acteurs locaux et de leur positionnement dans leur histoire commune.

A. La collectivisation à l'époque soviétique : une forme de bouleversement identitaire et patrimonial basées sur de nouveaux rapports identitaires local/national

Le XX^e siècle apparaît comme une succession de grands bouleversements dans la société agraire

lituanienne. Pendant cette période relativement courte, la campagne lituanienne a subi trois ruptures majeures. Au lendemain de la proclamation de l'indépendance (16 février 1918), les nouvelles autorités politiques, dont celles qui tenaient les premiers rangs étaient en majorité d'origine paysanne, et reconnurent un rôle éminent à la paysannerie en tant qu'assise identitaire et économique du nouvel État. Le modèle danois, datant du XIX^e siècle et déjà repris par les autres pays d'Europe du Nord, servit de référence et guida le développement de la société lituanienne durant l'entre-deux-guerres. L'adoption du modèle danois commença par une réforme foncière organisant la distribution des terres des grands domaines aux petits paysans et aux paysans sans terre, se prolongea par un exceptionnel effort d'éducation et s'acheva par l'organisation d'un système de coopératives sous l'égide de l'État (Sivignon, 1992). L'occupation soviétique, en 1940, a mis fin au développement libre et démocratique de la société villageoise. Le modèle collectiviste fut instauré progressivement avec la nationalisation des terres puis la collectivisation accélérée par les déportations des « koulaks », et enfin par la consolidation des kolkhozes et des sovkhoses (Mačiulytė, 2001).

À l'époque soviétique, les exploitations collectives demeuraient le cadre territorial et institutionnel de la vie des communautés rurales. Regroupant plusieurs localités villageoises qui avaient progressivement perdu leur signification économique et sociale avec la collectivisation, les entreprises agricoles étaient destinées à tisser les nouveaux liens sociaux des collectivités locales. L'ensemble des activités des communautés locales était placé sous le contrôle et la gestion de l'administration du kolkhoze ou du sovkhose qui disposait de la plupart des ressources financières pour l'animation de la vie sociale et culturelle de la population locale. Pour créer un nouveau modèle de société locale fondé sur les projets et valeurs de la collectivité socialiste, diverses mesures furent appliquées. La concentration de la desserte socioculturelle au siège de l'exploitation agricole faisait de l'habitat central un lieu important de pouvoir et de vie socio-économique de la « mini-société » aux dépens des anciens villages périphériques abandonnés ou détruits². Les divers services offerts gratuitement par l'exploitation collective ont modifié profondément les liens de solidarité qui s'exprimaient dans le passé par l'entraide paysanne. Dans les moments difficiles

de la vie, on ne s'adressait plus aux voisins mais au président du kolkhoze ou du sovkhoe. La vie attractive et culturelle encadrée par les responsables du syndicat et ceux de l'union des jeunes communistes avait pour but la formation d'un nouveau citoyen soviétique ainsi que le renforcement des liens sociaux dans le cadre de l'exploitation collective. Progressivement, l'unité territoriale du travail devint un nouveau cadre de vie de la communauté locale et s'enracina dans les représentations des habitants. Lorsqu'on leur demande leur lieu d'origine, la plupart des ruraux nés sous le régime soviétique évoquent le nom du kolkhoze auquel ils appartenaient (Mačiulytė, 2004).

Dans le cadre de la politique d'aménagement soviétique, les agglomérations centrales, siège des exploitations collectives, avaient bénéficié de l'essentiel des investissements en matière d'équipements et de services publics tandis que les localités de la périphérie étaient condamnées à l'abandon³.

B. Le statut des héritages nationaux et locaux pendant l'époque soviétique

1. Idéologie soviétique vis-à-vis du patrimoine et de ses interprétations locales afin de refouler les identités locales

Après l'occupation soviétique en 1940, le pouvoir mis en place a essayé de former la nouvelle identité des citoyens en gommant leur mémoire et en détruisant les éléments historiques du paysage culturel. L'idéologie soviétique a divisé l'histoire en deux parties : avant et après 1917. Mais en fonction du climat politique, certains éléments de la période précédente étaient sélectionnés pour la « préservation » et cela a constitué le domaine de la réglementation et la gestion de patrimoine culturel. (Čepaitienė, 2005) Les plus grandes destructions ont été effectuées pendant la période stalinienne. Le rejet de l'ancienne culture de l'entre-deux-guerres appelée « capitaliste » a autorisé la destruction du patrimoine culturel sans aucune punition en le considérant comme « étranger idéologiquement » pour la nouvelle société. Par exemple, la destruction et l'interdiction de construire les croix et les chapelles dans le but de détruire l'identité nationale et religieuse sont imposées (Milius, 1995). La destruction de l'identité nationale et religieuse passe par la construction des fermes d'élevages et les autres bâtiments de production à côté des églises

et des cimetières et parfois directement sur les anciens cimetières (Kavoliūtė, 2009). Des documents du parti communiste déclaraient ouvertement la lutte contre la croyance catholique : « *Tout le travail idéologique d'organisation du parti doit être orienté vers l'éducation communiste des grandes masses de travailleurs, pour combattre et liquider les influences de l'idéologie bourgeoise-nationaliste et celle du clergé catholique réactionnaire.* » (LKP (b) VI suvažiavimo rezoliucija. Vilnius: « Tiesos » leidinys, 1949, p.22).

2. Préservation « sélective » du patrimoine : une fabrique idéologique

Dans ce contexte idéologique et politique, le pays a perdu une grande partie du patrimoine culturel tant en ville qu'à la campagne. En 1973, il est établie une liste des monuments de patrimoine. La protection de patrimoine était orientée vers les objets « représentatifs » et le reste était considéré comme sans intérêt. Également, la sélection des monuments ne prenait pas en compte la représentation de la diversité régionale et territoriale. Pendant cette période, les domaines et ses manoirs ont été laissés sans propriétaires et transférés aux exploitations collectivistes qui en ont souvent changé la destination, ces bâtiments ont été utilisés pour les logements des ouvriers agricoles, pour la production agricole ou laissés à l'abandon. Pour la Lituanie en 1989, 40 % des composantes des domaines n'étaient plus en état de fonctionner, 26 % étaient en très mauvais état et seulement 7 % étaient considérés comme patrimoine, et donc soumis à protection (Stulpinas, 1987).

Les villages et les fermes traditionnelles disparues ou en très mauvais état posent également problème. Pendant l'époque soviétique, leur protection restait limitée par leur inscription dans la liste de protection. Ce classement interdit l'aménagement non réglementé des abords et des bâtiments par les habitants et aucun moyen financier n'est proposé pour maintenir la qualité de ce patrimoine. La protection des monuments s'appuyait sur des principes d'interdiction et de punition mais sans l'aide nécessaire à la préservation. Une partie des fermes ethnographiques (fermes de paysans traditionnels des 4 régions de la Lituanie) était placée dans le musée ethnographique de Rumšiškės créé en 1965. L'autre principe de préservation concernait la création de musées mémoriels des gens célèbres nés dans la

campagne. Selon l'architecte J. Bučas⁴ (1992), 80 % du patrimoine matériel de la nation fondé avant 1940 (occupation soviétique) a été détruit. « *Notre culture n'était que pillée de traditions du passé en coupant la transmission historique mais elle a perdu aussi les sources de la transmission territoriale chez nous en barrant le chemin de l'éclosion de l'esprit européen et chrétien.* »

III. LES COMMUNAUTÉS RURALES : UNE PETITE FABRIQUE DE LIEUX DE VIE POUR UNE RÉVÉLATION DE L'IDENTITÉ LOCALE

A. Communautés rurales : de l'isolement culturel post-communiste à la remobilisation socio-culturelle des sociétés locales

Après le retour à l'indépendance de la Lituanie en 1990, la société rurale a connu de profondes transformations socio-économiques et territoriales liées à la sortie du système collectiviste qui était un modèle global d'organisation de la société et de l'espace rural. La décollectivisation agraire s'est traduite par la conversion d'une partie des anciennes exploitations agricoles (kolkhoze et sovkhoe) en associations agricoles ainsi que par l'émergence d'exploitations familiales de taille et de types divers. Le démantèlement des anciennes structures collectivistes s'est accompagné de la destruction d'une partie du capital de production (matériel de culture, bâtiments, équipements divers), de la montée du chômage rural et de l'appauvrissement d'un grand nombre de ménages ruraux. Au cours de la décennie 1990, la faillite généralisée des associations agricoles néo-collectivistes est venue aggraver la situation de crise sociale. En raison de la disparition des exploitations collectives qui prenaient auparavant en charge l'ensemble des activités et des services à la campagne, les équipements socioculturels ont été transmis soit à des opérateurs privés, soit aux collectivités locales, quand ils n'ont pas simplement été abandonnés. À la perte des emplois et des revenus des ménages ruraux, est venue s'ajouter la détérioration des conditions de vie résultant de l'effondrement des services socioculturels. Un grand nombre de localités se sont retrouvées privées de lieux d'animation culturelle et de services de base. Les effets destructeurs du démantèlement des structures collectivistes n'ont pas été compensés par la mise en place d'un nouveau dispositif institutionnel susceptible de prendre

le relais pour encadrer les activités des habitants de la campagne.

Dès le milieu des années 1990, un mouvement original d'auto-organisation des citoyens émerge à la campagne. Il s'agit de la fondation d'organisations non gouvernementales appelées aujourd'hui « les communautés rurales ». Le plus souvent, ces ONG ont été créées par des femmes au niveau d'instruction plus élevé que la population masculine et qui occupaient des postes d'enseignantes, d'infirmières, de bibliothécaires. Plus sensibles à la dégradation des conditions de vie, ces femmes ont souhaité réagir aux comportements d'incivilité et à l'isolement social de la population des villages. Elles ont éprouvé le besoin d'un engagement militant au sein d'un mouvement d'auto-organisation de la société rurale en mobilisant leurs propres forces pour lutter contre la marginalisation sociale. Ce mouvement peut être vu comme une réponse de la société locale face au vide institutionnel et au déficit démocratique du niveau local (Dedeire & Mačiulytė, 2012).

Certains auteurs ont souligné l'importance du poids de l'histoire sur la façon dont les communautés vont s'organiser. Trois caractéristiques ressortent. La cohésion de l'identité locale est bien meilleure au sein des villages de la « maille concrète » plutôt de l'époque pré-soviétique en rapport avec les villages de la période soviétique (les nouveaux villages). Ensuite, les différences entre villages se déterminent selon la capacité du système agraire et son succès pendant l'époque socialiste, qui permet d'identifier la réalité du capital social de l'époque post-socialiste. Enfin, la présence ou non des maisons de culture ou d'autres structures socioculturelles déterminent un facteur explicatif de la différence de mobilisation des communautés locales au sein de ces villages (Macken-Walsh & Curtin, 2012).

Les communautés rurales sont donc des groupes sociaux qui peuvent agir pour construire un territoire de projet. Dans ce domaine, nous pouvons utiliser l'approche de B. Debarbieux (1995) qui propose trois types de lieux, et notamment le « lieu de condensation ». Il le définit comme « *un lieu tout à fait spécifique, et identifié par une société qui se donne à voir à travers eux, qui les utilise pour se parler d'elles-mêmes, se raconter son histoire et ancrer ses valeurs... ces lieux sont aussi des cadres d'expériences individuelles et collectives*

qui ravivent leur référence au groupement social et au territoire de ce dernier ». Il y a bien au sein des communautés rurales, des sentiments d'appartenance à la fois par le fait qu'ils en sont membres, et donc possèdent une dimension institutionnelle, mais également parce qu'ils partagent un système de valeur autour des traditions culturelles et du patrimoine immatériel à dominante féminine.

En 2016, 1 861 communautés rurales réparties dans tous les espaces ruraux fonctionnent. Pendant les premières années, leurs activités étaient orientées vers les manifestations culturelles⁵. Les communautés rurales sont de véritables lieux de vie dotés à la fois d'une forte densification de membre rapporté à la taille de la *seniūnija*, et forment un espace de cognition capable de reconstruire de l'identité même si ces communautés restent encore sensibles aux catégorisations de lieux (selon la proximité ou pas des espaces urbains et le dynamisme de leur présidente ou président).

B. Retour de la maille concrète ; un révélateur d'identité locale

L'analyse spatiale des implantations de communautés rurales a montré la similitude entre « maillage concret » et maillage villageois pré-soviétique (Dedeire & Mačiulytė, 2012). Les communautés rurales se sont recrées dans le cadre des villages qui ont survécus à la destruction et où le développement a été axé aux profits des habitats centraux. La renaissance des petits villages considérés comme « sans perceptives » par les planificateurs soviétiques et condamnés à disparaître, relève d'un retour à la « maille concrète », le territoire dans lequel se reconnaît une société (Raffestin, 1989). *La relation qui se tisse entre une société et son territoire est une relation complexe, qui s'exprime par un sentiment d'appartenance, et procède d'un mouvement profond, et pas toujours conscient, d'appropriation. Cette relation, que l'on convient d'appeler territorialité, revêt une dimension temporelle. Le processus d'identification de la société au territoire relève du domaine culturel, voire anthropologique, et s'inscrit dans une échelle de temps qui ne correspond pas forcément à celle des phénomènes économiques et sociaux* (Maurel, 1984). Sans reconnaissance officielle, ce nouveau cadre territorial dans lequel la société locale se ré-identifie après la longue période de la rupture liée au collectivisme, devient opérationnel pour la mise

en œuvre de son projet commun. L'analyse dans l'échelle intermédiaire que sont les districts⁶ révèle le morcellement du cadre spatial d'action locale. Par exemple, dans le district de Joniškis, terrain d'observation de la démarche, l'époque soviétique comptabilisait vingt-sept maisons de la culture situées dans les habitats centraux des exploitations collectivistes et formaient le siège socioculturel des collectivités rurales. Aujourd'hui, la vie locale est organisée dans le cadre de trente-neuf communautés rurales dont la majorité d'entre elles (trente-sept) a réussi à créer son propre lieu de vie local - les maisons des communautés rurales. Au travers des bâtiments rénovés et des espaces publics réaménagés, les communautés locales entretiennent leurs liens sociaux villageois et surtout leurs interconnaissances. Le financement des projets, grâce au programme LEADER, ne peut être que partiel, le travail bénévole des habitants permet d'apporter le reste des ressources nécessaires à la réalisation des projets. À travers cette logique d'organisation à la base, c'est l'autonomie d'action de la communauté locale qui s'exerce, les relations entre individus qui se tissent, le capital social qui se renforce.

IV. RECONSTITUTION ET RECYCLAGE DU PATRIMOINE PAR LA SOCIÉTÉ DES COMMUNAUTÉS RURALES

La zone d'étude se situe au sein du district de Joniškis, elle est investie depuis une dizaine d'années, à travers plusieurs programmes de recherche, qui ont permis d'observer l'évolution du patrimoine et sa considération par les sociétés locales comme les communautés rurales. Progressivement, un certain nombre de ressources patrimoniales qui étaient présentes à l'époque soviétique vont être remobilisées par les acteurs. Cette remobilisation, que l'on qualifiera de métamorphose, va permettre de recycler la ressource et son usage dans une perspective identitaire, mais aussi de potentiel développement local. Nous verrons, dans un premier temps, cette notion de recyclage de la ressource, pour aborder ensuite la dimension méthodologique de ce travail de terrain à partir de deux cas d'études, Gaižaičiai et Žagarė. Ces deux cas d'étude n'ont pas la même perspective locale, l'un renforçant une dimension identitaire sans souci de développement local, le second est un levier de remobilisation des acteurs locaux autour de projets de développement.

A. Patrimoine et métamorphose dans le recyclage des ressources

Il n'est pas question de revenir ici sur la notion d'identité qui a couvert une grande partie des travaux sur le patrimoine (Mohen, 1999 ; Fournier et al., 2012a ; 2012b). Un patrimoine est, par essence, souvent rattaché à un groupe social. Le patrimoine, comme le souligne E. Fagnoni (2014), peut faire l'objet d'une patrimonialisation dans la mesure où il est question de donner du sens aux ressources patrimoniales pour les communautés rurales que l'on vient de définir, et de faire vivre ce patrimoine et de lui donner de nouvelles fonctions notamment en termes de développement local. Il est question d'interroger la dimension spatiale de cette mise en œuvre à travers *des espaces communautaires spécifiques ou une mémoire collective s'est construite dans la durée et a développé un sentiment d'appartenance et d'appropriation jusqu'à être quasi viscéral dans certains cas.* (E. Fagnoni, 2014). Cette appartenance et appropriation peut se traduire véritablement par de la co-construction entre acteurs locaux qui favorisent l'ancrage territorial du patrimoine (Di-Méo, 2007). Le patrimoine dans ces régions postsocialistes, comme ailleurs, devient une ressource susceptible de développement territorial, dans la mesure où le recyclage du passé produit de la construction territoriale au sens de E. Fagnoni (2014).

Cette approche de la patrimonialisation par le territoire ne constitue pas toujours une clé de lecture à part entière. Elle permet cependant d'identifier un processus qu'est l'appropriation dans toute l'étendue de ses nuances. La ressource territoriale n'est pas figée ni considérée pour elle-même, mais bien du point de vue de son statut, des usages qui en sont fait, de son devenir et de ses enjeux cognitifs, sociaux et environnementaux qui lui sont attachés. Lorsque l'on identifie des ressources territoriales au sens de P. Campagne & B. Pecqueur (2014), il y a une distinction entre ressources potentielles et ressources activées. Pour ces auteurs, les ressources peuvent se déployer et se transformer à la suite de leur passage de ressources cachées ou invisibles (ici de l'époque pré-soviétiques) à celui de ressources révélées, visibles, centrales et expliquent ce glissement par l'idée de *métamorphose*, véritable processus construit de la ressource à partir du moment où elle sera socialisée dans le jeu d'acteurs souvent locaux comme dans notre cas

des communautés locales lituaniennes. L'activation est donc un processus de transformation qui provient de la sphère sociale, mais peut être beaucoup plus complexe lorsqu'il nécessite de la protection. L'impact que peut avoir la nouvelle stratégie de développement dans le changement structurel de la ressource est aussi à mesurer. Les modalités de la construction des choix collectifs par les sociétés locales peut faire émerger et nourrir des tensions (liés notamment au partage des bénéfices attendus comme des charges d'entretien de la ressource), induit des changements (dans le mode de gestion de la ressource ou le renouvellement des savoirs techniques, culturels et relationnels qui lui sont associés), inspire des projets, tant individuels que collectifs. L'appropriation peut être située à la base de la construction des choix collectifs et des dynamiques organisationnelles, tour à tour source de nouvelles options ou obstacle au changement.

L'idée de métamorphose est donc fondamentale et renvoie sur le plan du jeu des acteurs à la notion de capacité de ces acteurs. Le recyclage des patrimoines immatériels et matériels rejoint à la fin de ce processus la question des évaluations d'impacts de la patrimonialisation sur le développement local et sur la dynamique de ces communautés rurales sur le plan culturel, social, ou encore économique. Il est question dans ce dernier cas des effets de la marchandisation.

B. Méthodologie et dispositif de collectes d'information

Pour analyser la mobilisation des acteurs locaux autour des projets de patrimoine et d'identité territoriale nous avons mené la recherche à trois niveaux spatiaux (national, régional et local) en prenant comme exemple le programme LEADER (2007-2014)⁷. Au niveau national, l'analyse des types de projets mobilisés a servi de matériau pour étudier les types de stratégie en lien avec des ressources d'origine culturelle et historique ayant un statut de dimension patrimoniale. Au niveau régional, correspondant au district de Joniškis (*savivaldybė*), c'est-à-dire au périmètre du GAL (Groupe d'action local), l'étude s'appuie particulièrement sur nos enquêtes de terrain conduites dès 2004 sur la mobilisation des acteurs dans le processus de développement local. Les travaux ont été menés en entretiens semi-directifs, sur place, avec les membres du GAL et des communautés rurales. Ce n'est

qu'à travers l'examen des projets locaux réalisés que l'on peut réellement appréhender la dynamique des acteurs dans le processus de retour à l'identité territoriale à travers des projets patrimoniaux. Et enfin, à partir de nos enquêtes de terrains conduites sur plus d'une décennie⁸ dans la petite ville de Žagarė et dans la commune de Gaižaičiai, des liens des acteurs locaux avec leur territoire identitaire ont pu ainsi être défini par des stratégies locales autour de ressources patrimoniales.

C. Le recyclage patrimonial à travers l'exemple de la politique LEADER

Mais comment la politique LEADER encourage la refonte de l'identité locale ? LEADER est porteur d'ancrage au territoire identitaire et culturel dans le sens où ce programme serait beaucoup plus apte à créer du développement plutôt qu'un système qui viendrait uniquement par le haut (Top-Down). Ce programme vise à générer de la valeur à l'échelon local. Les projets des communautés rurales financés par le programme LEADER montrent de réelles initiatives participant à la reconstitution de l'identité nationale et locale notamment par la protection du patrimoine matériel et immatériel. De 2007 à 2013, le programme LEADER a attribué 12,9 millions d'euros, soit environ 10 % de l'enveloppe globale pour les diverses manifestations culturelles traditionnelles et locales, la création des maisons et des journées sur d'artisanat ainsi que pour la protection du patrimoine matériel (rénovation des églises et des manoirs, par exemple). La plupart des projets ont pour objectif de réinvestir et renforcer l'identité territoriale à partir d'entités géographiques locales qui avaient été gommées pendant l'époque soviétique. Une analyse textuelle des titres des projets soutenus par le programme LEADER révèle systématiquement une articulation entre différents mots clés principaux : traditions, pays natal, autochtones, le passé, histoire. Les actions concrètes se manifestent soit par l'organisation des fêtes traditionnelles lituaniennes qui se déclinent suivant une adaptation locale, soit de fêtes locales spécifiques au village qui peuvent parfois être reconnues nationalement. D'autres actions portent particulièrement sur la reconstitution d'une histoire du village en éditant des documents reflétant le passé du lieu (plaquettes, livres, internet) et en restaurant ou reconstruisant des lieux muséographiques. Les communautés rurales sont les principaux porteurs de ces projets (Tableau 1).

En nombre de projets, les communautés rurales sont très actives car elles diversifient leurs activités autour d'un patrimoine vivant sans cesse entretenu et produisant de l'identité locale. Plus de la moitié des projets (186 sur 396) concernant l'identité locale étaient portés et réalisés par les communautés rurales (base des données de programme LEADER, (<http://www.LEADERlietuva.lt>).

Mais l'implication des communautés rurales dans le processus de reconstitution de l'identité locale est inégale selon les régions (Figure 1). La dynamique des communautés rurales s'explique par l'expérience de GAL dans la participation au programme LEADER. Les communautés rurales des GAL qui ont acquis l'expérience dès la première période de programme (2004-2006) se montrent plus dynamiques dans ce processus de valorisation du patrimoine. Également, la régionalisation renforce l'affirmation d'identité territoriale par la société locale. Dans les régions de Samogitie, de *Suvalkija* et de Petite Lituanie (ancienne région de Prusse orientale), les communautés rurales s'impliquent plus activement dans les projets identitaires que dans le reste du pays.

À l'échelle régionale, le GAL de Joniškis était parmi les plus avancés au niveau national pour la mise en œuvre le programme LEADER. Une des priorités du GAL était la rénovation des objets du patrimoine culturel. Il s'agit de la valorisation patrimoniale, avec d'une part des actions sur la préservation et la rénovation des objets du patrimoine culturel et, d'autre part, le développement et la création d'ateliers d'artisanat traditionnel reflétant des savoirs locaux porteur d'identité. Cette priorité a permis l'installation de 6 projets pour un montant total de 388 709 euros (Tableau 1). Avec environ 20 % des financements, cet axe représente des actions directes au profit du patrimoine mais il n'est pas rare de voir le patrimoine bâti notamment impacté également par des actions d'autres priorités.

D. Métamorphose passive et active du recyclage de ressource patrimoniale

Nous distinguons la notion de métamorphose passive et active selon le type d'objectif que peut porter cette ressource par les acteurs au sein du territoire. La dimension identitaire peut être centrale et exclusive de tout autre objectif, ce qui permet de comprendre parfois le rôle du patrimoine pré sovié-

Tableau 1. Le financement des projets de dimension patrimoniale dans le GAL de Joniškis (2007-2013)

Rénovation des objets du patrimoine culturel	Nombre de projets	Dont projets portés par la communautés rurales	Financement attribué (en Litas et en Euros)	Valeur moyenne par projet (en Litas et en Euros)
1. La préservation et la rénovation des objets du patrimoine culturel	3	0	764 581 221 618 €	254 860 73 873 €
2. Création d'ateliers d'artisanat traditionnel	3	3	576 466 167 092 €	192 155 55 697 €
Total	6	3	1 341 047 388 709 €	223 508 112 669 €

tique comme élément de remobilisation identitaire dans une époque contemporaine. L'autre possibilité concerne une métamorphose active et dans ce cas, la dimension identitaire est très vite accompagnée d'objectifs de structuration et de développement de l'espace local, ce qui peut également être considéré comme une ressource territoriale au service du développement local.

1. Une métamorphose passive pré-soviétique de la ressource patrimoniale dans le cas de Gaižaičiai

En termes d'études de cas, la seniūnija⁹ de Gaižaičiai, à l'Ouest du district de Joniškis, compte 600 habitants répartis entre dix localités dont les principales sont Gaižaičiai (279 habitants) et Juodeikiai (123 habitants). Depuis la faillite d'un kolkhoze et d'un sovkhoe, la vie locale s'organise dans le cadre des communautés rurales. La première, Gaižaičiai, a été créée en 2000 grâce à l'initiative d'une responsable de la seniūnija, une femme dynamique d'une cinquantaine d'années qui pressentait l'opportunité de faire appel aux fonds financiers de soutien aux organisations non gouvernementales. La communauté rurale compte 120 membres et représente une population d'environ 450 personnes. Dès la deuxième année, le noyau le plus actif de la communauté, composé de dix personnes, en majorité des femmes (responsable de seniūnija, professeur, infirmière, agricultrice), rédige des dossiers de projets pour obtenir des financements destinés à améliorer la vie quotidienne des ruraux. Grâce aux dotations en provenance d'une Fondation Maagdenhuis des Pays-Bas, du Ministère de l'Agriculture et surtout du programme LEADER, la communauté rurale a aménagé sa maison dans les locaux désaffectés de l'ancienne crèche du kolkhoze. Cette communauté a équipé des salles de sport pour les femmes et

pour les jeunes et a installé trois aires de jeux pour les enfants. Une rénovation des murs d'une petite chapelle, ainsi que l'installation d'une pompe à eau pour faciliter l'arrosage du cimetière autour de la chapelle font partie des actions menées.

En 2006, le succès des projets de la communauté rurale de Gaižaičiai a incité les habitants du village voisin, Juodeikiai, à former leur propre communauté rurale. Ce village très enclavé dans le district voit son dynamisme reposer sur une poignée d'acteurs locaux. L'initiative est venue de deux professeurs retraités. Grâce aux financements du Ministère de l'Agriculture, de la Fondation des Pays-Bas ainsi que du programme LEADER +, la communauté rurale a aménagé sa maison dans une vieille école désaffectée qui accueille aussi des salles de sport, de rencontres et d'obsèques (Figure 2). Elle a construit un terrain de sport et acheté un tracteur pour l'entretien des espaces publics.

En 2011, la communauté rurale obtient le financement du programme LEADER pour l'aménagement d'un monument à la mémoire du grand duc Vytautas qui est fêté le 9 septembre de chaque année (Figure 2). La mise en valeur du patrimoine pré-soviétique est une forme de prise de conscience du rôle de cet héritage rural et culturel par les communautés. Les acteurs économiques (agriculteurs, entreprises forestières) interviennent en prêtant le matériel ou en donnant du bois. En 2013, la paroisse et la communauté rurale de Juodeikiai se mobilise pour la rénovation de l'église. Grâce au financement du programme LEADER (38 598 euros), l'église est devenue non seulement le lieu de culte mais également le centre des manifestations culturelles où sont organisés les concerts et les expositions (Figure 3). Ce premier cas d'espèce montre l'importance de

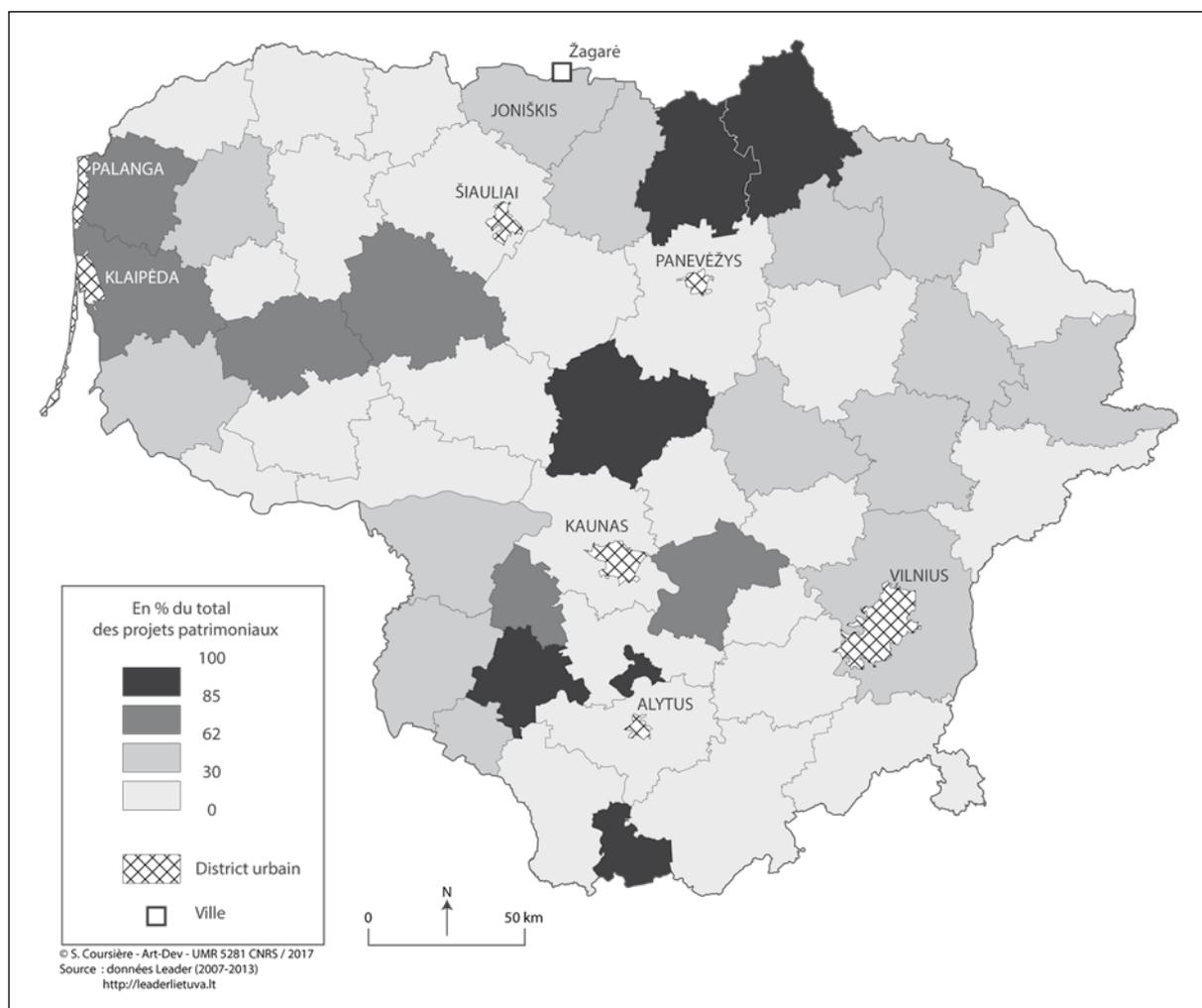


Figure 1. Part des projets à dimension patrimoniale portés par les communautés rurales par rapport à l'ensemble des acteurs



Figure 2. Monument à la mémoire du grand-duc Vytautas. Au second plan, la maison de la communauté rurale (Photo : Mačiulytė – Avril 2013)



Figure 3. Rénovation de l'église de Juodeikiai (Photo : Mačiulytė – Avril 2013)

restructurer la qualité de vie autour de ressource culturelle partagée mais principalement rénovée et recyclée dans un contexte post soviétique. La création d'événements comme la date anniversaire du 9 septembre montre toute l'importance de produire pour ces communautés rurales, des moments où l'identité locale rassemble la communauté et permet de produire un événement qu'il partageait collectivement. C'est l'argument principal avancé par les acteurs interrogés ce qui montre une préoccupation de ces villages isolés à investir sur différentes actions améliorant la qualité de vie.

2. Une métamorphose active pré-soviétique : le festival des cerises de Žagarė

Depuis le XV^e siècle, la petite ville frontalière de Žagarė, notre deuxième échantillon local, se développe grâce à la proximité avec Riga - ville hanséatique - et les autres villes de Livonie avec lesquelles il y avait les liens commerciaux. À la seconde partie de XIX^e siècle, Žagarė devient un important centre d'exportation de bois et de ses produits dérivés, de céréales et de lin. À cette période, le développement économique de la ville était favorisé par la construction de la route Riga - Tilsit qui a renforcé le commerce entre Riga et la Prusse orientale. La

ville était connue pour ses foires pendant lesquels les commerçants achetaient les produits agricoles de la région pour les revendre dans les autres villes. Les habitants de la ville vendaient à leur tour, les cerises qui, en grandes quantités, étaient exportées à Riga, Jelgava et Saint Petersburg. La population de la ville augmentait progressivement. En 1868, la ville compte environ 6000 habitants dont 92 % sont des Juifs parmi lesquels la plupart était commerçants et artisans. Mais dès le début de Première Guerre mondiale, la ville subit le déclin démographique et économique et pendant la période de l'indépendance de l'entre-deux-guerres, la ville ne retrouve pas l'essor économique à cause de l'installation de la frontière avec la Lettonie et la nouvelle ligne de chemin de fer qui traverse la ville voisine Joniškis (Žagarė, 1998). Pendant l'époque soviétique, la ville de Žagarė est considérée comme un centre regroupant différentes fonctions (habitat, commerce, services, école, crèche, cantine, etc.) dans le cadre du modèle collectiviste soviétique. En conséquence, ce développement commun à toutes les petites villes de Lituanie soviétique participe à sa banalisation et à sa marginalisation. Après le changement du système politique et économique en 1990, la marginalisation de la ville et de sa commune s'accélère. La commune de Žagarė enregistre le plus grand taux de chômage dans le district (16,5 % par rapport à 8,5 % pour la moyenne du pays), le vieillissement de la population et la forte émigration de sa population. La petite ville n'arrive pas à se développer malgré le grand potentiel architectural, naturel et culturel.

Cependant, depuis plusieurs siècles, la petite ville de Žagarė est connue grâce à ses cerisiers apportés d'Italie par les commerçants qui séjournaient dans la petite ville lorsqu'ils se rendaient au grand marché de Riga. Implanté dans la région, cet arbre bénéficie des conditions de sol très favorables liées à la couche de dolomites reposant à proximité de la surface. Cette caractéristique du sol constitue une vraie richesse pour la culture du cerisier et ce terroir naturel, très bien cerné géographiquement, offre aux populations locales une ressource alimentaire originale. À cette époque, les cerises étaient cultivées dans les petits jardins des habitants de Žagarė et dans les jardins du comte Nariškinas. Au début du XVIII^e siècle, le pouvoir local a décrété que chaque nouvel installé devait planter dans son jardin quelques cerisiers. Les cerises de Žagarė, bien connues dans l'empire russe, étaient vendues sur les marchés de Saint-Petersbourg et de Riga. Une

usine fabriquait de la liqueur de cerises de Žagarė à Riga. Malgré plusieurs tentatives, cet arbre n'a pu être cultivé ailleurs ; il ne pousse bien que dans cet endroit où il donne des fruits particulièrement sucrés. Pendant l'époque soviétique, une grande exploitation d'horticulture fut créée sur ces terres. La cerise de Žagarė était connue des consommateurs soviétiques grâce à une liqueur appréciée portant le nom de la petite ville.

Après 1990, les terres du verger ont été restituées aux anciens propriétaires qui ont modifié l'utilisation du sol. Actuellement, la culture des cerises ne se concentre que dans les petits jardins des citadins de Žagarė, notamment suivant un décret précisant au XVIII^e siècle que tout nouvel habitant devait planter un cerisier dans son jardin. Quelques exploitations agricoles se sont spécialisées dans la culture et la commercialisation des plantules de cerisiers. Aujourd'hui, la petite ville est connue pour sa cerise grâce au festival de Žagarė. L'idée d'organiser le festival de la cerise est lancée par une Anglaise qui, en collaboration avec le parc régional, a organisé les premiers festivals grâce au projet « Phare ». Cette première étape dans la métamorphose de la ressource montre un facteur déclenchant qui repose sur la capacité d'acteurs à remobiliser des ressources en suivant un nouveau contexte de développement, en l'occurrence ici un festival culturel axé sur la cerise. Après son départ, la direction du parc régional de Žagarė a pris la suite et a prolongé cette manifestation avec le soutien actif de la communauté locale. À travers ce produit du terroir réinvesti, la communauté locale vise à sauvegarder les traditions culturelles et à faire connaître sa ville qui possède un important patrimoine naturel et culturel. Le premier festival, organisé en 2005, a attiré 4 000 visiteurs. Durant cette manifestation qui dure plusieurs jours, divers programmes culturels (expositions, concours, dégustation des produits faits à base de cerises ou de plats locaux, concerts et spectacles) sont proposés lors de cette fête locale devenue très connue en Lituanie. Le festival de la cerise est un événement majeur, d'année en année, pour la communauté locale qui, par ce biais, renforce ses liens sociaux. Des rencontres familiales et amicales sont organisées durant ces journées. Le festival joue aussi un rôle économique pour la population locale : dans le cadre du « marché des cerises », les artisans et les communautés rurales vendent divers produits culinaires fabriqués à base de cerises ainsi que quelques produits artisanaux.

Depuis 2012, le festival des cerises a pris une nouvelle dimension. Véritable rendez-vous de la mi-juillet, il regroupe des stands artisanaux, folkloriques, des producteurs domestiques de cerises, et attire plus de 40 000 personnes sur les 3 jours. En 2015, ce rendez-vous a réuni plus de 28 pays, et Žagarė devient la capitale culturelle de la Lituanie. Le nombre des visiteurs augmente chaque année et en 2016, 45 000 personnes ont participé à cette manifestation culturelle. La structure du parc naturel reste l'institution importante de cette dynamique avec celles des communautés rurales.

Elle permet de faire remonter des informations sur les pratiques culturelles de cette région dans la gestion du verger de cerisiers. Le parc a réimplanté un verger afin de faire perdurer la présence de l'arbre dans cette région. Même si au XIX^e siècle, les habitants de Žagarė vivaient de la vente de cerises, aujourd'hui la cerise est devenue un produit plutôt de la sphère domestique qui forge l'identité culturelle (Figure 4). Mais la volonté des acteurs locaux et peut-être des autorités locales, seraient de réinvestir dans la production agricole en reconstruisant un verger susceptible de produire suffisamment de fruits pour répondre à la demande locale. On voit à travers cet exemple une métamorphose active qui passe par plusieurs étapes dans l'histoire, une ressource agricole et alimentaire au XVIII^e siècle reconnu jusque dans l'empire de Russie qui a pu ensuite être remobilisée en une ressource alimentaire au sens strict à l'époque soviétique. À partir de la décollectivisation, l'objectif de s'appuyer sur la cerise de Žagarė est uniquement centrée sur une préoccupation culturelle identitaire et par la suite, elle devient une véritable ressource territoriale dans sa capacité à restructurer ce festival, une capacité de développement au service du territoire local

V. DISCUSSION ET CONCLUSION

La temporalité dans l'évolution des territoires en Lituanie est fortement liée à ces trois périodes, la période pré soviétique, la période soviétique, et la période post soviétique. Le rôle que peut représenter le patrimoine suivant ces trois phases n'a pas le même sens, ni la même finalité, notamment lorsque les sociétés locales vont réinvestir le patrimoine à partir de 1990. Il est difficile de comprendre la métamorphose des ressources patrimoniales par les sociétés locales sans tenir compte de la conception du patrimoine à l'époque soviétique. Ce qui semble



Figure 4. La place centrale de Žagarė : Totem représentant le patrimoine végétal et culturel de la cerise (Photo : Mačiulytė – Février 2016)

être aujourd'hui un point central, c'est que le patrimoine peut devenir un objectif identitaire et de reconstruction de cette identité en s'appuyant sur l'histoire locale, et dans ce cas la métamorphose repose sur une valorisation passive, le patrimoine en tant que ressource territoriale est exclusivement axé sur l'identité locale ou régionale. À partir du moment où les acteurs locaux vont prendre conscience que ces ressources patrimoniales peuvent produire et devenir un levier de développement local, la métamorphose de la ressource devient active et renvoie à une logique de valorisation du territoire autour de ce réinvestissement par les sociétés locales.

Pendant l'époque soviétique, la protection du patrimoine par le peuple a été vidée de sens et servait à des objectifs idéologiques plus que territoriaux. La population était invitée à chercher et rechercher les faits historiques et patrimoniaux qui ont fondé l'histoire de la Lituanie de l'époque communiste comme par exemple, les combattants de la seconde guerre mondiale ou les « héros » du travail agricole dans les exploitations collectives. Dès 1990, une rupture apparaît. La société locale s'intéresse à cette histoire que le pouvoir soviétique a essayé de gommer : la résistance armée après l'occupation comme les traditions paysannes et la vie rurale pré-communiste, les cultures ethnographiques, etc. Cela se matérialise par des ateliers d'artisanat, des musées d'objets de la culture paysanne et à

travers les objets de patrimoine et la mémoire des personnes âgées, des communautés locales recréent une identité à la fois nationale et locale. Les ressources de patrimoine constituent une source de l'auto identification territoriale que l'aménagement soviétique a tenté de détruire.

On constate que certains objectifs de diversification économique initialement prévus dans le programme européen ne peuvent voir le jour tant que cette étape initiale d'appropriation des ressources locales n'est pas accomplie. Si les groupes d'action locale qui fonctionnent sur la base du bénévolat et du partenariat sortent renforcés de cette expérience, seront-ils capables de poursuivre et de s'engager vers des projets de développement territorial plus ambitieux ? Sur quoi peuvent reposer les futurs projets de développement en lien avec les ressources culturelles et patrimoniales ? Les populations locales ont-elles la capacité à faire émerger du développement économique ?

Nous avons pointé un certain nombre de résultats tangibles, les opérateurs de la patrimonialisation que sont les communautés rurales exercent, dans un contexte de territoire plutôt faiblement peuplé mais relativement bien structuré socialement, une solidarité renforcée. Aujourd'hui émerge une volonté de réappropriation des identités locales. Ce mouvement a également des conséquences

sociales dans la façon dont les populations se reconstruisent des référents historiques auxquels ils sont attachés. Il y a donc bien plus qu'une action, il y a un projet collectif dans ses constructions à la fois matérielles et idéelles. Ce phénomène de retour vers le passé pose la question cruciale de comment identifier, extraire ces savoirs, sans les fixer et les figer pour autant. Ces référents historiques sont importants à identifier, à décrire et expliquer par le sens qui leurs sont donnés. Ces communautés rurales s'attachent aux pratiques techniques, aux gestes, aux objets qui donnent sens, qui sont médiateurs de sens et qui parfois sont transmis comme objets « patrimoniaux ». Le langage des savoirs de ces communautés rurales ne s'aborderait donc pas nécessairement par les projets de développement mais plus par leur capacité à les faire émerger, ce qui garantit souvent une capacité à faire évoluer les choses à l'échelle locale. Enfin, à travers le patrimoine réveillé et transmis, les communautés rurales transforment des pouvoirs et les rapports de force au niveau local.

NOTES

¹ Cet article a bénéficié d'une recherche financée par une subvention (n° GER-005/2017) reçue du Conseil de la recherche de la Lituanie.

² De 70 à 80 % des équipements socioculturels étaient la propriété des kolkhozes et des sovkhoses.

³ Selon la planification territoriale soviétique, les localités ont été classées en trois catégories qui déterminaient leur développement : habitat central bénéficiant des principaux investissements, habitat auxiliaire servant de centre secondaire de développement territorial dans les grandes exploitations collectives et habitat « sans perspective » condamné à la disparition et de ce fait privé de toute possibilité d'amélioration.

⁴ Architecte Lituanien de l'époque soviétique, encore en activité.

⁵ Le rassemblement des villageois pendant les fêtes de Pâques ou de Noël, l'organisation d'expositions, des rencontres avec les gens « célèbres », l'organisation des loisirs des enfants et des adolescents, l'aménagement d'environnement (le nettoyage des places centrales, des parcs publics ou les bords des rivières, l'organisation du concours pour sélectionner la plus belle ferme, etc.).

⁶ Le district (*savivaldybė*) est la seule collectivité territoriale reconnue en Lituanie, on en compte une soixantaine. Leur taille moyenne est de 1088 km² et leur nombre moyen d'habitants est de 39 000.

⁷ À partir de 2004, l'initiative communautaire LEADER+, dotée de 2 440 milles euros, est devenue le principal outil du financement du développement

rural. Pour la première période du programme qui a duré jusqu'en 2006, celui-ci n'a eu qu'un caractère expérimental et s'est concentré à la fois sur le financement des processus d'apprentissage et la recherche du renforcement au sein des collectivités rurales des capacités de partenariat, de diagnostic territorial et de programmation stratégique. Dès 2007, le programme LEADER devient l'une des mesures (4^e) du programme « Développement de la campagne lituanienne 2007-2013 » et bénéficie de 473 millions de Litas (soit environ 137,1 millions d'Euros) et cela constitue 6,6 % du budget total du programme de développement de la campagne. La plus grande part du financement du programme (92,7 %) est destinée à la mise en œuvre des stratégies des GAL, c'est-à-dire la réalisation des projets locaux. La priorité est mise sur l'amélioration de la qualité de vie à travers la rénovation des villages et la diversification de l'économie à la campagne, là où les communautés rurales sont les plus présentes en termes d'actions.

⁸ Les programmes de recherche conduite dans la région de Joniškis : ACI « Différenciation et recomposition des territoires ruraux » (2003-2007), ANR « Action locale et développement territorial en Europe centrale (ALDETEC) » (2009-2012), « Développement territorial et autonomie locale (DTAL) en France et en Lituanie : Vers un nouveau mode de gouvernance des territoires ? » (2012-2014) et « Le rural en Europe : une interprétation différenciée des trajectoires dans les campagnes françaises et lituaniennes » (2016-2018) le programme franco-lituanien Gilibert.

⁹ La seniūnija est une unité territoriale qui appartient à un district (*savivaldybė*), sans autonomie de gestion, sans autonomie politique et financière.

BIBLIOGRAPHIE

- Bučas, J. (1992). Paveldosaugos objektas. *Literatūra ir menas*, 8, p.13.
- Campagne, P., Pecqueur, B. (2014) *Le développement territorial*. Éditions Charles Léopold Mayer, Lusanne, 268 p.
- Čepaitienė, R. (2005). Laikas ir akmenys: kultūros paveldo sampratos moderniojoje Lietuvoje, LII.
- D'Angelo, M. (2000). *Politiques culturelles en Europe, la problématique locale*. Édition du conseil de l'Europe, Strasbourg, 189 p.
- Debardieux, G. (1995) Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique. *L'Espace géographique*, 2, 97-112.
- Dedeire, M., Mačiulytė, J. (2012). Les communautés rurales, nouveaux acteurs du développement local en Lituanie. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 43(3), 145-172.
- Di Méo, G. (2007) Identités et territoires : des rapports accentués en milieu urbain ? *Métropoles* [En ligne], 1 | 2007, mis en ligne le 15 mai 2007, consulté le 10 octobre 2017. URL : <http://metropoles.revues.org/80>.

- Edwards, B., Dillard, M., Juska, A. (2009). Genre and leadership in the Lithuanian community movement, issues, activities and impacts. *Transitions*, 49(1), 107-131.
- Fagnoni, I. (2014). La culture dans la mouvance de la réversibilité territoriale. *BSGLg*, 62, 35-45.
- Fournier, L.S., Crozat D., Bernié-Boissard C., Chastagner C. (2012a). Patrimoine et désir d'identité, Paris : Édition Harmattan, 281p.
- Fournier, L.S., Crozat, D., Bernié-Boissard, C., Chastagner, C. (2012b). Patrimoine et valorisation des territoires, Paris : Édition Harmattan.
- Johler, R. (2002). Europe, Identity and the Production of Cultural Heritage. *Lietuvos etnologija: socialinės antropologijos ir etnologijos studijos*, 2, p.20.
- Kavoliūtė, F. (2009). Ideologijos atšvaitai Lietuvos kraštovaizdyje sovietmečiu. *Liaudies kultūra*, 6(129), 26-31.
- LKP (b) VI suvažiavimo rezoliucija. Vilnius: « Tiesos » leidinys, 1949, p.22.
- Macken-Walsh, A., Curtin, C. (2012) Governance and rural development: the case of the rural partnership programme (RPP) in post-socialist Lithuania. *Sociologia Ruralis*, 53(2), 246-264.
- Mačiulytė J., Daugirdas, V. (2004). Décentralisation et collectivités territoriales en Lituanie. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 35(3), 99-118.
- Mačiulytė, J. (2001). *Les mutations agraires dans l'espace lituanien*. Édition Université Paul Valéry, 185 p.
- Mačiulytė, J. (2004). La recomposition de l'espace rural lituanien dans la perspective de l'intégration européenne. *Les Annales de Géographie*, 636, 187-210.
- Mačiulytė, J. (2008). Développement rural en Lituanie: entre désengagement de l'État, émergence d'une société civile et apprentissage des outils européens. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 39(4), 63-80.
- Maurel, M.-C. (1984). Pour une géopolitique du territoire, le maillage politico-administratif. *Hérodote*, 33-34, 131-143.
- Mcintosh, A.J. & Prentice, R.C. (1999). Affirming authenticity: consuming cultural heritage. *Annals of Tourism research*, 26(3), 589-612.
- Milius, M. (1995). Kaip Lietuvoje drausti ir naikinti kryžiai. *Liaudies kultūra*, 5, 13-15.
- Mohen, J.P. (1999). Les sciences du patrimoine. Identifier, conserver, restaurer, Paris : Édition O Jacob, coll. Sciences et art, 370 p.
- Piveteau, J.L. (1995). Le territoire est-il un lieu de mémoire. *L'espace géographique*, 2, 113-123.
- Raffestin, C. (1989), *Pour une géographie du pouvoir*. Litec, Paris : 2^{ème} édition, p. 249.
- Sivignon, M. (1992). La diffusion des modèles agricoles : essai d'interprétation des agricultures de l'est et du sud de l'Europe. *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, 63(2), 133-154.
- Stulpinas, R. (1987). Neskubėkime griauti ir naikinti. *Kultūros barai*, 6, 47-48.
- Vermon Henderson, J., Shalizi, S., Venables, A. (2001). Geography and development. *Journal of economic geography*, 1, 81-105.
- Žagarė, Vilnius : Édition Versmė, 911 p.

Coordonnées des auteurs :

Marc DEDEIRE
 Professeur des universités
 ART-Dev (Acteurs, Ressources et Territoires
 dans le Développement)
 UMR 5281 Université Montpellier 3 - CNRS site
 Saint Charles
 34199 Montpellier cedex 5 France
 marc.dedeire@univ-montp3.fr

Jurgita MAČIULYTĖ
 Professeur des universités
 Département de géographie et d'aménagement
 Faculté de Chimie et Géosciences,
 Université de Vilnius
 M.K. Ciurlionio g. 21/27, LT - 03101, Vilnius,
 Lituanie
 jurgitamaciulyte@hotmail.com